



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier



6 place de la Pyramide 92908
Paris-La-Défense Cedex



215 Rue Samuel Morse
Le Triade Bat 3 – CS 79016
34965 Montpellier Cedex 2

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2023
BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A.
12 Avenue de la Dame 30132 CAISSARGUES



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier



6 place de la Pyramide 92908
Paris-La-Défense Cedex



215 Rue Samuel Morse
Le Triade Bat 3 – CS 79016
34965 Montpellier Cedex 2

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A.

12 Avenue de la Dame 30132 CAISSARGUES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2023

À l'assemblée générale de la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A. relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er juillet 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et des comptes courants débiteurs

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 30 juin 2023 pour un montant net de 239 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.

Comme indiqué dans la note « 2.3 Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la situation nette, des flux de trésorerie prévisionnels de chaque entreprise et/ou à partir de multiples usuels de transactions observés sur des entités d'activité et de taille similaires appliqués à l'agrégat de l'EBITDA.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert ainsi l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées (éléments historiques et/ou prévisionnels).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des comptes courants débiteurs rattachés constituait un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement

à apprécier si l'estimation de la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés.

En particulier :

- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nous avons comparé les situations nettes retenues avec les comptes des entités correspondantes, qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels ou sur un multiple appliqué à l'EBITDA, nous avons :
 - obtenu les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction pour chacune de ces activités ;
 - apprécié la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes, notamment pour ce qui concerne le multiple d'EBITDA appliqué, le taux d'actualisation et le taux de croissance ;
 - comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier l'atteinte des objectifs passés ;
 - apprécié si la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances et des comptes courants débiteurs rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les

comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans la périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du conseil d'administration.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL S.A. Par l'assemblée générale du 28 novembre 2014 pour le cabinet KPMG SA, du 30 novembre 2017 pour le cabinet DELOITTE & Associés et du 14 mars 2023 pour le cabinet AXIOME Audit et Stratégie.

Au 30 juin 2023, le cabinet KPMG SA était dans la neuvième année de sa mission sans interruption, le cabinet DELOITTE & Associés dans la sixième année et le cabinet AXIOME Audit et Stratégie dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Montpellier, le 31 octobre 2023

KPMG SA



Nicolas Blasquez

Associé

Montpellier, le 31 octobre 2023

DELOITTE & Associés



Jean-Yves Morisset

Associé

Montpellier, le 31 octobre 2023

AXIOME Audit et Stratégie



Pierrick Belen

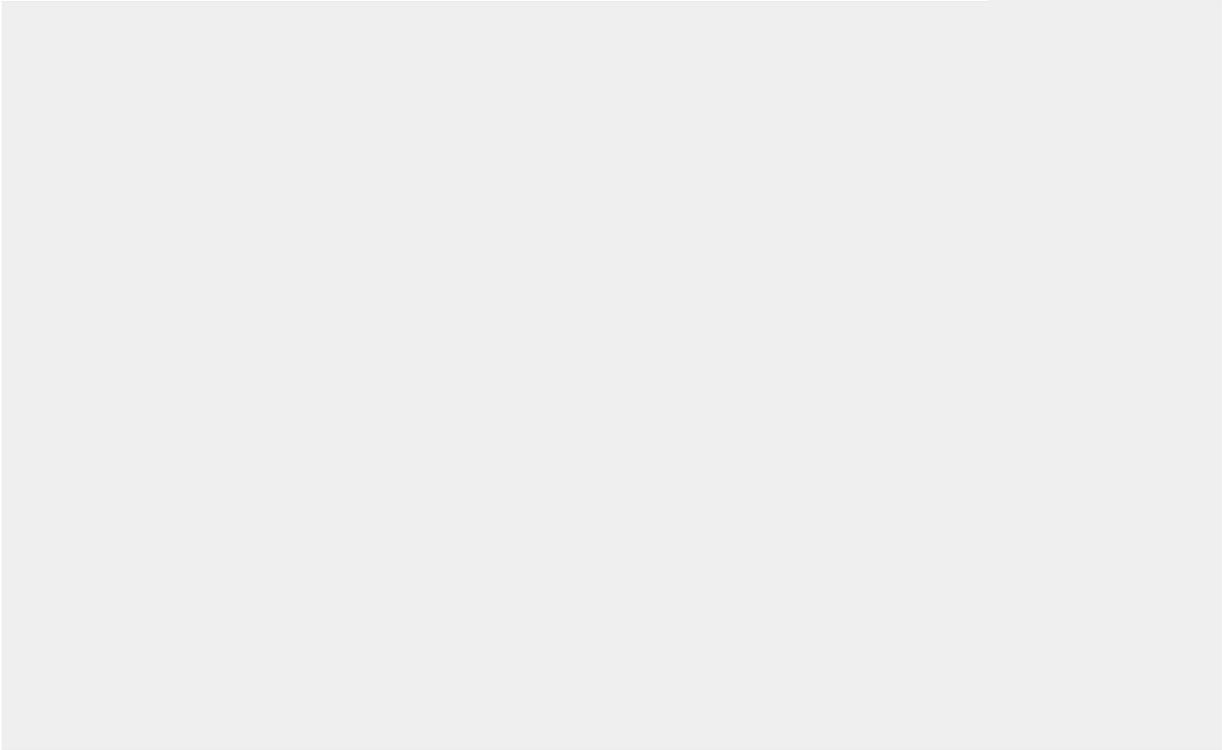
Associé

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

12 Avenue de la Dame

30132 CAISSARGUES

Comptes au 30/06/2023



Comptes annuels

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 14 010 066 | 9 523 277 | 4 486 789 | 5 214 689 |
| Fonds commercial | 5 091 587 | 263 946 | 4 827 641 | 2 502 400 |
| Autres immobilisations incorporelles | 7 183 778 | | 7 183 778 | 6 405 354 |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 28 635 239 | 21 113 998 | 7 521 241 | 7 394 332 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 218 437 504 | 153 054 195 | 65 383 309 | 63 618 258 |
| Autres immobilisations corporelles | 8 399 302 | 7 059 364 | 1 339 938 | 1 340 211 |
| Immobilisations en cours | 4 490 487 | | 4 490 487 | 1 881 899 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 240 057 877 | 689 013 | 239 368 864 | 222 027 903 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 323 810 | | 323 810 | 323 810 |
| Prêts | 2 220 884 | | 2 220 884 | 1 910 560 |
| Autres immobilisations financières | 4 378 786 | 395 627 | 3 983 159 | 3 933 630 |
| ACTIF IMMOBILISE | 533 229 321 | 192 099 420 | 341 129 901 | 316 553 045 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 167 311 | | 167 311 | 130 583 |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 24 654 713 | 1 931 313 | 22 723 400 | 27 382 835 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 59 288 | | 59 288 | 2 076 906 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 37 542 336 | 458 512 | 37 083 824 | 34 954 281 |
| Autres créances | 138 827 172 | 7 761 511 | 131 065 661 | 117 391 919 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | 12 | | 12 | 15 |
| Disponibilités | 19 000 277 | | 19 000 277 | 7 152 808 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 938 930 | | 938 930 | 1 479 610 |
| ACTIF CIRCULANT | 221 190 038 | 10 151 336 | 211 038 702 | 190 568 957 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 393 158 | | 393 158 | 608 577 |
| TOTAL GENERAL | 754 812 517 | 202 250 756 | 552 561 761 | 507 730 579 |

| Rubriques | | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|---|--------------------------------|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel | (dont versé : 3 355 875) | 3 355 875 | 3 309 984 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 9 465 654 | 9 465 654 |
| Ecarts de réévaluation | (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | | 330 679 | 330 679 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours |) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes |) | 33 365 721 | 33 411 612 |
| Report à nouveau | | 9 053 859 | 9 398 962 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | -11 607 800 | -345 103 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | 5 637 619 | 5 419 012 |
| CAPITAUX PROPRES | | 49 601 606 | 60 990 799 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | | |
| Provisions pour risques | | 1 130 687 | 2 592 577 |
| Provisions pour charges | | 879 980 | 867 144 |
| PROVISIONS | | 2 010 667 | 3 459 721 |
| DETTES FINANCIERES | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | 50 000 000 | 50 000 000 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 298 582 911 | 280 603 096 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs |) | 72 234 687 | 45 987 659 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 453 861 | 393 839 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 55 469 703 | 43 242 171 |
| Dettes fiscales et sociales | | 16 195 602 | 18 568 925 |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | 4 603 031 | 3 539 802 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | 2 057 317 | |
| DETTES | | 499 597 111 | 442 335 492 |
| Ecarts de conversion passif | | 1 352 376 | 944 567 |
| TOTAL GENERAL | | 552 561 761 | 507 730 579 |

| Rubriques | France | Exportation | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|---|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | 100 831 478 | 8 327 260 | 109 158 738 | 116 664 304 |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 129 938 596 | | 129 938 596 | 133 116 932 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 230 770 074 | 8 327 260 | 239 097 334 | 249 781 236 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | 5 402 743 | 3 460 847 |
| Subventions d'exploitation | | | 294 578 | 143 172 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 6 262 129 | 5 365 887 |
| Autres produits | | | 1 798 336 | 2 000 175 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 252 855 121 | 260 751 317 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 79 385 198 | 90 183 883 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 4 115 480 | -1 601 251 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 1 233 529 | 1 516 848 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 221 752 | -374 022 |
| Autres achats et charges externes | | | 80 023 727 | 72 223 435 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 2 746 445 | 3 148 169 |
| Salaires et traitements | | | 46 543 204 | 46 285 948 |
| Charges sociales | | | 13 110 308 | 13 879 876 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 25 709 879 | 25 372 914 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 4 489 580 | 3 386 663 |
| Dotations aux provisions | | | 605 009 | 680 569 |
| Autres charges | | | 1 798 359 | 1 992 165 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 259 982 469 | 256 695 198 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -7 127 348 | 4 056 119 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 15 745 327 | 10 626 152 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 1 334 510 | 20 912 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 608 577 | |
| Différences positives de change | | | 29 042 | 303 414 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 17 717 456 | 10 950 478 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 1 397 798 | 608 577 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 14 752 421 | 8 021 993 |
| Différences négatives de change | | | 66 449 | 1 282 872 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 16 216 668 | 9 913 442 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 1 500 787 | 1 037 036 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | -5 626 561 | 5 093 156 |

| Rubriques | 30/06/2023 | 30/06/2022 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 8 536 | 3 056 720 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 1 601 496 | 2 004 971 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | 1 400 001 | 177 587 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 3 010 034 | 5 239 278 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 1 105 124 | 3 812 273 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 4 524 884 | 8 625 534 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 7 980 119 | 2 244 304 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 13 610 127 | 14 682 111 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -10 600 094 | -9 442 833 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | -4 618 854 | -4 004 574 |
| TOTAL DES PRODUITS | 273 582 610 | 276 941 074 |
| TOTAL DES CHARGES | 285 190 410 | 277 286 177 |
| BENEFICE OU PERTE | -11 607 800 | -345 103 |

Annexes

1. Présentation de la société et faits marquants de l'exercice

1.1. Présentation de la société

Bastide Le Confort Médical est spécialisée dans la vente et la location de matériel médical pour les particuliers et les professionnels de santé. Les produits Bastide favorisent l'autonomie, la mobilité, la sécurité et le maintien à domicile d'une personne âgée, senior ou handicapée.

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2023 est de 552 561 761 euros. Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage une perte de : 11 607 800 euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1.2. Faits marquants de la société

- Opérations sur le capital social

Lors du Conseil d'Administration du 28 juin 2023 :

- Suite à la décision du conseil d'Administration du 06 mars 2017 entérinant l'attribution gratuite d'actions, la Société, constatant les conditions réunies, a décidé de convertir 20 Actions De Préférence 1 (ADPA1) en 2 000 actions ordinaires
- Suite à la décision du conseil d'Administration du 22 mars 2022 entérinant l'attribution de 100 000 Actions De Préférence A (ADPA), la Société, constatant les conditions réunies, a décidé de créer les 100 000 Actions De Préférence A

La Société a dès lors porté son capital de 3 309 983.55 € à 3 355 874.55 € en :

- Diminuant le capital de 9 € (annulation des 20 ADP1 à 0.45 €)
- Puis en l'augmentant de 45 900 € par (création de 2 000 actions ordinaires et 100 000 ADPA à 0.45 €)

- Ligne de crédit renouvelable

Au 30 juin 2023, le Groupe a utilisé 90 M€ sur sa ligne de crédit renouvelable (RCF).

- Filiales

L'exercice 2022/2023 enregistre la fin des opérations de filialisation de Bastide Respiratoire au travers de la création de 3 nouvelles BR : Bretagne, Auvergne et Ile de France.

- Effet Covid

La fin de la pandémie COVID-19 n'a eu aucune incidence sur l'activité de la Société.

- Conflit en Ukraine

Le conflit en Ukraine n'a eu aucune incidence sur l'activité de la Société.

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

○ Litige Philips

En 2021 la société Philips avait communiqué sur sa volonté de retirer mondialement certains ventilateurs et appareils de PPC, suite à l'identification d'un possible problème avec la mousse insonorisant présente dans ces dispositifs médicaux. Ces appareils, utilisés par le Groupe Bastide dans le cadre des traitements à domicile, ont dû être remplacés afin de garantir la sécurité et la santé des patients. Ces remplacements ayant entraîné des coûts spécifiques, une négociation a été conduite avec la société Philips et a abouti au remplacement des machines et à l'indemnisation des préjudices subis par le Groupe Bastide.

○ Attribution d'actions gratuites

La société Bastide Le Confort Médical a :

- Décidé de l'attribution gratuites d'actions de préférence 1 sous conditions de présence dans la société et de performance à l'issue d'un plan de 100 actions de préférence de type 1, chacune étant dotée d'un potentiel de conversion en 3 actions ordinaires, avec un horizon fixé à 2024 ;
- Constaté l'émission de 100 000 actions de préférence de type A, dont le potentiel de conversion ne pourra excéder 7,65% du nombre d'actions ordinaires existant au 15 décembre 2021, avec un horizon fixé à 2027 (émission matériellement réalisée après le 30 juin 2023) ;
- Décidé de la conversion, de 200 actions de préférence 1 en 2000 actions ordinaires, les conditions de conversion ayant été réunies ;
- Décidé du rachat de 1.129 actions de préférence 1 les conditions de conversion n'ayant pas été réunies.

Il en résulte sur l'exercice un impact sur le résultat du Groupe non significatif

2. Principes, règles et méthodes comptables

Règles générales

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement comptable ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|----------------------------------|-------------------------|
| AAI Constructions : | Linéaire – 5 à 10 ans |
| Matériel et outillage : | Linéaire – 3,5 à 14 ans |
| Matériel de transport : | Linéaire – 5 ans |
| Matériel et Mobilier de bureau : | Linéaire – 3 à 5 ans |

Dans le cadre de la maintenance de son parc de matériel médical mis en location, la société réalise des opérations visant à prolonger la durée de vie des dispositifs. Dans le cadre de cette activité, elle engage des charges de personnel et des frais de structure.

Les frais engagés dans le cadre de la prolongation de la durée de vie de ces matériels sont constatés en production immobilisée dans les comptes annuels et sont amortis sur une durée de 3 ans et demi en moyenne.

Le montant de la production immobilisée constaté au cours de l'exercice s'élève à 5 402 743 euros et les dotations aux amortissements à 3 914 721 euros.

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

La mise en place d'une unité de maintenance du parc locatif et l'observation faite sur l'état du parc de lits médicalisés et de son ancienneté moyenne ont conduit le groupe à reconsidérer la durée d'amortissement de ce type de dispositifs médicaux. Cette durée est fixée à 14 ans à compter du 1er juillet 2017.

2.2. Immobilisations incorporelles

Les biens amortissables tels que les logiciels et droits d'exploitation sont amortis de 1 à 3 ans.

Les droits au bail sont évalués à leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis. Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au cours de l'exercice.

Les fonds commerciaux sont évalués à la fin de chaque exercice sur la base des flux de trésorerie prévisionnels. Une dépréciation à la clôture est constatée si l'évaluation par cette méthode est inférieure à la valeur historique.

Les frais de recherche et de développement, d'un montant non significatif, sont comptabilisés en charges

2.3. Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute des titres de participation est constituée du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. La valeur de chaque entreprise est évaluée à la fin de chaque exercice sur la base de la situation nette et des flux de trésorerie prévisionnels et/ou à partir de multiples usuels de transaction observés sur des entités d'activité et de taille similaire appliqués à l'agrégat de l'EBITDA. Une dépréciation à la clôture est constatée si la valeur d'utilité déterminée par cette méthode est inférieure à la valeur historique.

Le détail des participations figure dans le tableau des filiales et participations joint dans la présente annexe.

Les autres titres immobilisés correspondent aux actions propres gérées dans le cadre d'un contrat de liquidité et d'un contrat de rachat. Si la valeur, à la clôture, est inférieure au prix d'achat, il est pratiqué une provision pour dépréciation.

2.4. Autres immobilisations financières

Ce poste comprend principalement les prêts et les dépôts de garanties de loyer. Les prêts accordés ont des échéances comprises entre 7 et 20 ans.

2.5. Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat. Si la valeur, à la date de clôture, est inférieure au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

2.6. Stocks

Les stocks sont évalués au prix moyen pondéré.

Aucune marchandise vendue ne subit de transformation de la part de l'entreprise.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur de vente HT et le coût d'achat des marchandises, est constituée lorsque la valeur de vente est inférieure au coût d'achat. Les dépréciations de stock se font sur la base de la rotation

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

effective des articles et des conclusions issues des inspections physiques de stock lors des procédures d'inventaire. Un risque d'obsolescence additionnel est pris en compte en cas de rotation insuffisante de l'actif concerné afin d'évaluer au mieux la valeur nette recouvrable de nos références stockées.

2.7. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation basée sur l'ancienneté de la créance et la qualité du débiteur (tiers payant ou hors tiers payant) est pratiquée lorsqu'un risque de non recouvrement existe à la clôture de l'exercice.

2.8. Opérations en devises

Les opérations en devises sont peu importantes et sont valorisées pour leur contre-valeur à la date de règlement des marchandises. Les dettes en devises sont, le cas échéant, valorisées au cours de fin d'exercice.

2.9. Engagements de retraite

L'entreprise effectue une évaluation totale de ses engagements. Ces engagements font l'objet d'une comptabilisation. La méthode d'évaluation retenue est fondée sur des statistiques et hypothèses suivantes :

- la rotation du personnel forte en cohérence avec le turnover effectivement constaté ;
- la table de mortalité de INSEE 2012 ;
- l'indemnité de départ volontaire conformément à la convention collective applicable et qui représente 50% de l'indemnité de licenciement ;
- le taux de charges sociales de 36.50% pour les cadres et 35% pour les non cadres ;
- le taux d'actualisation utilisé est 3.75%.

Les dispositions du décret N°2023-751 du 10 août 2023 prenant effet au 01 septembre 2023 n'ont pas été appliquées. L'impact est non significatif.

2.10. Autres provisions

Les provisions, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent principalement des provisions relatives à des contentieux judiciaires. Le risque est apprécié par la direction générale, en lien avec les avocats et conseils, en fonction de situations factuelles

2.11. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date du transfert de propriété des produits. Il est net des remises accordées aux clients, qui sont essentiellement liées aux volumes traités.

Il n'est enregistré aucun retour de biens vendus en dehors des retours couverts par les clauses de garantie contractuelle. Les actifs précédemment loués puis vendus sont transférés dans les stocks pour leur valeur comptable nette et les produits de la

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

vente sont comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires.

2.12. Emprunts et dettes financières

La société a procédé le 16 novembre 2021 au refinancement de sa dette bancaire. Le contrat nouveau de crédits syndiqué prévoit notamment un covenant unique gouverné par le respect d'un ratio de levier (désigné par les Dettes Financières Nettes Consolidées à la date du calcul du ratio / EBITDA Consolidé des 12 derniers mois) inférieur à :

- 4,2 au 31 décembre 2021 et 30 juin 2022 ;
- 3,50 à compter du 31 décembre 2022.

Le ratio de levier pourra être supérieur à 3,5 en cas de réalisation d'opération de croissance externe autorisée au cours des périodes de test se terminant le 31 décembre 2022 et/ou le 30 juin 2023, sous réserve que le ratio de levier soit toujours strictement inférieur à 4. Ce ratio est testé tous les semestres et est calculé hors effet de la norme IFRS 16. A la date du 30 juin 2023, le covenant en vigueur est respecté.

Par ailleurs, chacune des marges pourra être ajustée (Bonus / Malus) sur la base des KPI RSE définies dans le contrat de syndication.

Sur la base de ces engagements, l'atteinte des trois KPI RSE pris en compte dans le financement a permis un ajustement de 10 points de base sur le spread contractuel des lignes du crédit syndiqué.

S'ajoutent à cette dette bancaire syndiquée deux emprunts obligataires (EUROPP) pour un montant total de 50 millions d'euros. Ces deux emprunts obligataires sont à taux fixe.

Le reste des emprunts bancaires sont souscrits auprès de banques françaises et internationales majeures sous format « bilatéral » sans condition de covenants.

2.13. Passifs éventuels

Le processus de recensement et d'identification des litiges est réalisé par :

- Le service Ressources Humaines pour les litiges sociaux,
- Le service Juridique pour les autres litiges.

Afin de s'assurer de l'exhaustivité du recensement, il est demandé aux responsables des différents services de la société d'informer les services concernés dès qu'ils ont connaissance de litiges et les relations avec les conseils juridiques sont gérées et animées exclusivement par les deux services mentionnés ci-dessus.

La société n'a pas connaissance d'éléments nécessitant la constitution d'une provision dans les comptes.

3. Informations complémentaires relatives au bilan

FONDS COMMERCIAL & MALIS DE FUSION

| Droit au bail | Montant |
|------------------------------------|----------------|
| Droit au bail (Montpellier) | 53 357 |
| Droit au bail (Bordeaux) | 7 622 |
| Droit au bail (Narbonne) | 30 490 |
| Droit au bail (Montauban) | 22 867 |
| Droit au bail (Agen) | 15 245 |
| Droit au bail (Amiens) | 70 375 |
| Droit au bail (Toulon) | 15 245 |
| Droit au bail (Pau) | 5 685 |
| Droit au bail (Nantes) | 76 225 |
| Droit au bail (Mulhouse) | 91 469 |
| Droit au bail (Strasbourg) | 15 000 |
| Droit au bail (Besançon) | 75 000 |
| Droit au bail (Portet sur Garonne) | 141 000 |
| Droit au bail (Orange) | 15 000 |
| Droit au bail (Evry) | 50 000 |
| Droit au bail (Aix) | 20 000 |
| Droit au bail (Arles) | 75 000 |
| Droit au bail (Le Cannet) | 195 716 |
| TOTAL | 975 296 |

| Fonds de commerce | Montant |
|----------------------------------|------------------|
| Fds de commerce (Tours) | 118 910 |
| Fds de commerce (Lyon Cx) | 54 880 |
| Fds de commerce (Vaulx En Velin) | 790 351 |
| Fds de commerce (IP Santé MDK) | 337 449 |
| Fds de commerce (3AS) | 182 093 |
| Fds de commerce (BAB) | 121 562 |
| TOTAL | 1 605 245 |

| Malis de fusion affectés aux fonds commerciaux | Montant |
|--|------------------|
| Fds de commerce (Amiens-Rouen) | 834 366 |
| Fds de commerce (Montauban) | 434 820 |
| Fds de commerce (Soissons) | 154 529 |
| Fds de commerce (Ariège) | 691 701 |
| Fds de commerce (Carcassonne) | 442 073 |
| Fds de commerce (Lyon Cx) | 937 066 |
| Mali technique Scare Assistance | 710 298 |
| Mali Fusion AAZ | 1 954 703 |
| Mali Fusion TUP SAAD | 1 717 348 |
| Mali Fusion TUP OMNIDOM | 621 507 |
| TOTAL | 8 498 411 |

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| Nombre de titres | Nombre | Valeur nominale |
|--|-----------|-----------------|
| 1- Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice | 7 355 519 | 0.45 € |
| 2- Actions/parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice | 7 457 499 | 0.45 € |

ACTIONS PROPRES

| Nombre de titres | 30 juin 2022 | Acquisitions | Cessions | 30 juin 2023 |
|----------------------|--------------|--------------|----------|--------------|
| Contrat de liquidité | 24 094 | 53 638 | 53 915 | 23 817 |
| Contrat de rachat | 28 334 | 0 | 0 | 28 334 |

VARIATION CAPITAUX PROPRES

| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
|--|-------------------|-------------------|
| Valeur brute au début de l'exercice | 60 990 799 | 62 641 738 |
| Augmentation de capital (hors incorporation de réserves) | 45 891 | 3 195 |
| Augmentation de la prime d'émission | | |
| Augmentation de la prime de fusion | | |
| Dividendes distribués au titre de l'exercice précédent | | - 1 972 553 |
| Autres répartitions | - 45 891 | - 3 195 |
| Provisions réglementées | 218 607 | 666 717 |
| Capitaux propres avant résultat de l'exercice | 61 209 406 | 61 335 902 |
| Résultat de l'exercice | - 11 607 800 | - 345 103 |
| VALEUR A LA FIN DE L'EXERCICE | 49 601 606 | 60 990 799 |

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|--------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 21 720 672 | | 4 681 403 |
| Terrains | | | |
| Dont composants | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 26 502 041 | | 2 133 198 |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | | | |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 203 384 456 | | 23 820 507 |
| Installations générales, agenc., aménag. | | | |
| Matériel de transport | 587 607 | | 587 073 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 7 100 560 | | 674 204 |
| Emballages récupérables et divers | 165 756 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 1 881 899 | | 5 231 009 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 239 622 318 | | 32 445 990 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 222 027 903 | | 22 156 285 |
| Autres titres immobilisés | 323 810 | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 5 994 189 | | 4 457 736 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 228 345 902 | | 26 614 021 |
| TOTAL GENERAL | 489 688 892 | | 63 741 415 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|------------------|-------------------|--------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | 116 644 | 26 285 431 | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 28 635 239 | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | | | |
| Installations techn., matériel et outillages ind. | | 8 767 458 | 218 437 504 | |
| Installations générales, agencements divers | | | | |
| Matériel de transport | | 507 967 | 666 713 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 207 931 | 7 566 833 | |
| Emballages récupérables et divers | | | 165 756 | |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 648 806 | -26 385 | 4 490 487 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 648 806 | 9 456 970 | 259 962 532 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | 4 126 310 | 240 057 877 | |
| Autres titres immobilisés | | | 323 810 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 3 852 256 | 6 599 670 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 7 978 566 | 246 981 357 | |
| TOTAL GENERAL | 2 648 806 | 17 552 180 | 533 229 321 | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|
| Frais d'établissements et développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 7 598 229 | 2 188 994 | | 9 787 223 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 7 598 229 | 2 188 994 | | 9 787 223 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 19 107 709 | 2 006 289 | | 21 113 998 |
| Constructions installations générales, agenc., aménag. | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 139 766 198 | 20 968 087 | 7 680 091 | 153 054 195 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | | | | |
| Matériel de transport | 140 827 | 151 765 | 33 759 | 258 834 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 6 207 128 | 626 595 | 198 948 | 6 634 775 |
| Emballages récupérables, divers | 165 756 | | | 165 756 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 165 387 618 | 23 752 737 | 7 912 798 | 181 227 557 |
| TOTAL GENERAL | 172 985 847 | 25 941 731 | 7 912 798 | 191 014 780 |

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|----------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| Frais établis. | | | | | | | |
| Fonds Cial | | | | | | | |
| Autres. INC. | | | | | | | |
| INCORPOREL. | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Construct. | | | | | | | |
| - sol propre | | | | | | | |
| - sol autrui | | | | | | | |
| - installations | | | | | | | |
| Install. Tech. | | | | | | | |
| Install. Gén. | | | | | | | |
| Mat. Transp. | | | | | | | |
| Mat bureau | | | | | | | |
| Embal récup. | | | | | | | |
| CORPOREL. | | | | | | | |
| Acquis. titre | 218 608 | | | 1 | | | 218 607 |
| TOTAL | 218 608 | | | 1 | | | 218 607 |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 5 419 012 | 218 608 | 1 | 5 637 619 |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 5 419 012 | 218 608 | 1 | 5 637 619 |
| Provisions pour litiges | 584 000 | 450 535 | 388 035 | 646 500 |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes de change | 608 577 | 393 158 | 608 577 | 393 158 |
| Provisions pour pensions, obligations similaires | 867 144 | 63 445 | 50 609 | 879 980 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens, grandes révis. | | | | |
| Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 1 400 000 | 91 029 | 1 400 000 | 91 029 |
| PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 3 459 721 | 998 167 | 2 447 221 | 2 010 667 |
| Dépréciations immobilisations incorporelles | | | | |
| Dépréciations immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciations titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciations titres de participation | | 689 013 | | 689 013 |
| Dépréciations autres immobilis. financières | 150 000 | 315 627 | 70 000 | 395 627 |
| Dépréciations stocks et en cours | 1 533 682 | 1 318 617 | 923 994 | 1 931 313 |
| Dépréciations comptes clients | 808 183 | 3 170 963 | 3 520 634 | 458 512 |
| Autres dépréciations | | 7 761 511 | | 7 761 511 |
| DEPRECIATIONS | 2 491 865 | 13 255 731 | 4 514 628 | 11 235 976 |
| TOTAL GENERAL | 11 370 598 | 14 472 506 | 6 961 849 | 18 884 263 |
| Dotations et reprises d'exploitation | | 5 094 589 | 4 953 271 | |
| Dotations et reprises financières | | 1 397 798 | 608 577 | |
| Dotations et reprises exceptionnelles | | 7 980 119 | 1 400 001 | |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice | | | | |

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 2 220 884 | | 2 220 884 |
| Autres immobilisations financières | 4 378 786 | 4 378 786 | |
| Clients douteux ou litigieux | 26 090 | 26 090 | |
| Autres créances clients | 37 516 245 | 37 516 245 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 95 804 | 95 804 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | 9 389 | 9 389 | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | 1 338 235 | 1 338 235 | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 4 086 333 | 4 086 333 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | 420 045 | 420 045 | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | 195 996 | 195 996 | |
| Groupe et associés | 109 941 614 | 109 941 614 | |
| Débiteurs divers | 22 739 755 | 22 739 755 | |
| Charges constatées d'avance | 938 930 | 938 930 | |
| TOTAL GENERAL | 183 908 107 | 181 687 224 | 2 220 884 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | 50 000 000 | | | 50 000 000 |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | 2 340 849 | 2 340 849 | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | 296 242 062 | 10 617 382 | 9 124 063 | 276 500 618 |
| Emprunts et dettes financières divers | 401 959 | 401 959 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 55 469 703 | 55 469 703 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 7 390 844 | 7 390 844 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 3 797 686 | 3 797 686 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | | | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 3 758 481 | 3 758 481 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 1 248 591 | 1 248 591 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | 71 832 728 | 71 832 728 | | |
| Autres dettes | 5 056 892 | 5 056 892 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 2 057 317 | 2 057 317 | | |
| TOTAL GENERAL | 499 597 111 | 163 972 430 | 9 124 063 | 326 500 618 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 38 488 897 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 13 996 835 | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

| RUBRIQUES | Charges | Produits |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| Charges ou produits d'exploitation | 938 930 | 2 057 317 |
| Charges ou produits financiers | | |
| Charges ou produits exceptionnels | | |
| TOTAL | 938 930 | 2 057 317 |

| MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant |
|--|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 238 201 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 12 319 963 |
| Dettes fiscales et sociales | 7 212 260 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Disponibilités, charges à payer | |
| Autres dettes | 1 815 940 |
| | |
| TOTAL | 23 586 364 |

4. Informations complémentaires relatives au compte de résultat

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

| | Export | France | TOTAL |
|--------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes | 8 327 260 | 100 831 478 | 109 158 738 |
| Prestations | | 129 938 596 | 129 938 596 |
| TOTAL | 8 327 260 | 230 770 074 | 239 097 334 |

TRANSFERT DE CHARGES

| Natures de transferts | |
|-----------------------|-----------|
| Avantages en nature | 184 808 |
| Transferts de charges | 1 124 050 |

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

| Nature des charges | | Dont ent. liées |
|--|-------------------|-------------------|
| - Dotation financières amortissements & provisions | 1 397 798 | 689 013 |
| - Intérêts sur emprunts | 12 199 130 | |
| - Intérêts comptes courants | 1 488 148 | 1 488 148 |
| - Intérêts bancaires | 1 065 037 | |
| - Pertes de change | 66 449 | |
| - Autres | 105 | |
| TOTAL | 16 216 668 | 2 177 161 |
| Nature des produits | | Dont ent. liées |
| - Reprises de provisions financières | 608 577 | |
| - Produits de participation | 13 267 231 | 13 267 231 |
| - Revenus de créances | 7 758 | |
| - Intérêts comptes courants | 2 478 096 | 2 478 096 |
| - Gains de change | 29 042 | |
| - Autres produits financiers | 1 326 751 | |
| TOTAL | 17 717 456 | 15 745 327 |

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

| Nature des charges | |
|--|-------------------|
| - Charges diverses | |
| - Cession d'immobilisations | 2 175 773 |
| - Autres charges | 3 454 235 |
| - Dotations exceptionnelles amortissements et provisions | 7 980 119 |
| TOTAL | 13 610 127 |
| Nature des produits | |
| - Cessions d'immobilisations | 1 482 895 |
| - Produits exceptionnels divers | 127 138 |
| - Reprises sur provisions et transfert de charges | 1 400 001 |
| TOTAL | 3 010 034 |

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL**REPARTITION DE L'IMPOT SUR LE BENEFICE**

| Répartition | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|-----------------------|----------------------|------------|--------------------------|
| Résultat courant | -5 626 561 | -1 996 576 | -3 629 984 |
| Résultat exceptionnel | -10 600 094 | -2 622 278 | -7 977 816 |
| Participation | | | |
| Résultat comptable | -16 226 655 | -4 618 854 | -11 607 800 |

CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} juillet 2012, une convention d'intégration fiscale a été conclue entre la société Bastide le confort médical (société mère) et ses filiales ou sous filiales, Confortis, Bastide Franchise, SB Formation, et Centre Stomathérapie.

Depuis le 1^{er} juillet 2018, une convention d'intégration fiscale a été conclue entre la société Bastide le confort médical (société mère) et sa filiale Diabvie, venant s'ajouter à la convention déjà existante.

Depuis le 1^{er} juillet 2020, une convention d'intégration fiscale a été conclue entre la société Bastide le confort médical (société mère) et sa filiale Bastide Innovation, venant s'ajouter à la convention déjà existante.

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une convention d'intégration fiscale a été conclue entre la société Bastide le confort médical (société mère) et ses filiales AB2M, Air + Santé, Apnea Medical, Assistance Technique Santé, Bastide Groupe, Bordo² Médical, Bourgogne Perfusion Dispositifs Médicaux, BR Savoies, Lorair, Cica +, Dynavie, Expresspoly, Hospitalisation à Domicile 13, Humanair Médical, B2, Ipad Medical, Médical Plus, Medsoft, Omnidom, Ouest Medical R, Santelynes, Service Oxygène, Sphère Santé, TCM Pharma, Up To Date et Service Oxygène 31, venant s'ajouter à la convention déjà existante.

Depuis le 1^{er} juillet 2022, une convention d'intégration fiscale a été conclue entre la société Bastide le confort médical (société mère) et ses filiales Selenis Santé, Entedom, Integral Santé, BR Aveyron, BR Alsace et BR Midi Pyrénées, venant s'ajouter à la convention déjà existante.

Les filiales verseront à la société mère, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat si elle était imposée séparément. A la clôture d'un exercice déficitaire, les filiales ne seront titulaires d'aucune créance sur la société mère.

ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA CHARGE FISCALE

- Eléments entraînant une charge fiscale future : Néant
- Eléments entraînant un allègement de la charge future

| Nature des éléments | Montants |
|---|----------------|
| Dettes provisionnées pour la participation des salariés | - |
| Contribution sociale de solidarité | 179 338 |
| TOTAL | 179 338 |

5. Autres informations et engagements hors bilan

DETAIL LOCATIONS VEHICULES

Sur la base des véhicules présents au 30 juin 2023 (données en milliers d'euros)

| Redevances payées | | Montant |
|----------------------------------|--|--------------|
| Cumuls des exercices antérieurs | | 6 279 |
| Montant de l'exercice | | 3 598 |
| Total | | 9 876 |
| Redevances restants dues | | Montant |
| A 1 an au plus | | 2 667 |
| Entre 1 et 5 ans | | 2 133 |
| A 5 ans au plus | | 14 |
| Total | | 4 814 |
| Valeur des biens | | Montant |
| Valeur brute | | 9 864 |
| Amortissements antérieurs | | 1 887 |
| Amortissements de l'exercice | | 3 464 |
| Valeurs nettes comptables | | 4 512 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Cautions sur biens immobiliers pris en location : 1 535k

Cautions sur machines à affranchir : 2k

Cautions sur cartes carburant : 1k

Retenues de garantie OSEO : 250k

Retenues de garantie KEYLAB : 650k

Nantissement parts SCI Bastide 2 : 207k

Garantie sur engagement par signatures : 100k

AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

| Obligations contractuelles | Montant Brut | A - 1 an | De 1 à 5 ans | A +5 ans |
|---|--------------|-----------|--------------|-----------|
| Dettes à moyen terme | | | | |
| - Etablissement de crédit | | | | |
| - Dettes financières | | | | |
| - Retraitement Crédit-Bail | | | | |
| Contrat de Location Simple (Baux commerciaux) | 34 544 592 | 5 302 030 | 26 025 604 | 3 216 958 |
| Obligations d'achat irrévocables | | | | |
| Autres obligations à long terme | | | | |

DROIT INDIVIDUEL DE FORMATION DEVENU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Le DIF n'existe plus depuis le 01 Janvier 2015. Ce dispositif a été remplacé par le Compte Personnel de Formation (CPF). Le CPF est géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL**DETTES GARANTIES PAR DES SURETÉS RÉELLES**

Néant

REMUNERATION DU DIRIGEANT

(Article R 123-198 du Code du Commerce)

La rémunération attribuée aux dirigeants, membres des organes d'administration, s'élèvent à 394 k€ sur l'exercice 2022/2023.

La rémunération versée s'élève à 374 k€.

MONTANT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIÈRE DES PENSIONS, COMPLÉMENTS DE RETRAITE ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES CONTRACTÉS AU PROFIT DES DIRIGEANTS

Néant

EFFECTIF MOYEN

| Effectifs 2022-2023 | Personnel salarié | Personnel à disposition de l'entreprise |
|----------------------------|--------------------------|--|
| Cadres | 228 | 0 |
| Agents de maîtrise | 223 | 0 |
| Employés | 974 | 0 |
| Total | 1 425 | 0 |
| Effectifs 2021-2022 | Personnel salarié | Personnel à disposition de l'entreprise |
| Cadres | 220 | 0 |
| Agents de maîtrise | 223 | 0 |
| Employés | 1 023 | 0 |
| Total | 1 466 | 0 |

SOCIETE CONSOLIDANTE

La société BASTIDE établit des comptes consolidés, et cette dernière est consolidée par la Société Investissement BASTIDE.

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| En milliers d'euros | Capital | Autres capitaux propres | Quote-part du capital détenu (en %) | Valeur brute des titres détenus | Valeur nette des titres détenus | Prêts et avances consenties | Chiffre d'affaires | Résultat | Dividendes encaissés |
|--|---------|-------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|--------------------|----------|----------------------|
| 4 S E-MED | 20 | 278 | 100 | 2 345 | 2 345 | | 494 | 102 | |
| AFPM HOLDING (en milliers CHF) | 300 | 3 757 | 100 | 11 303 | 11 303 | 2 324 | 0 | 885 | |
| AIRMEDICAL PRODUCTS | 24 | 860 | 100 | 4 529 | 4 529 | | 1 686 | 169 | 0 |
| ALVEOL'AIR | 38 | 1 350 | 92 | 7 025 | 7 025 | -1 454 | 1 808 | 630 | |
| B2 | 1 | 11 | 51 | 1 | 1 | 61 | 0 | -4 | 15 |
| BASTIDE CENTRE DE STOMATHERAPIE | 8 | 800 | 100 | 2 172 | 2 172 | -12 183 | 10 913 | -919 | 156 |
| BASTIDE DIABETE | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | | | |
| BASTIDE HOLDING CANADA (en milliers CAD) | 1 | 0 | 100 | 0 | 0 | 11 524 | 0 | | 0 |
| BASTIDE HOMECARE DEVELOPMENT LTD | 11 | -3 478 | 100 | 12 | 12 | 0 | 57 | -892 | 0 |
| BASTIDE RESPIRATOIRE | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | | | |
| BASTIDE SANITARIA Italie | 10 | -1 | 100 | 10 | 10 | 162 | 438 | 54 | |
| BASTIDE TUNISIE (en milliers TND) | 20 | 405 | 49 | 4 | 4 | 86 | | | |
| BOURGOGNE PERFUSION DISPOSITIFS MEDICAUX | 20 | 119 | 100 | 1 316 | 1 316 | | 1 749 | 243 | 200 |
| BR ALSACE | 1 | -1 | 100 | 1 | 1 | 0 | 0 | -1 | |
| BR AUVERGNE | | | 100 | 1 | 1 | -1 | | | |
| BR AVEYRON | 1 | 42 | 95 | 1 | 1 | 29 | 1 138 | 82 | 57 |
| BR BAYONNE | 1 | 273 | 75 | 1 | 1 | -761 | 2 245 | 234 | |
| BR BRETAGNE | | | 100 | 1 | 1 | 5 | | | |
| BR CAEN | 1 | 190 | 90 | 1 | 1 | -782 | 2 012 | 274 | 45 |
| BR IDF | | | 100 | 1 | 1 | | | | |
| BR LANGUEDOC ROUSSILLON | 1 | 0 | 100 | 1 | 1 | -1 041 | 5 175 | 930 | |
| BR MIDI PYRENEES | 1 | 0 | 95 | 1 | 1 | -1 499 | 4 186 | 731 | |
| BR NIMES | 1 | -1 | 70 | 1 | 1 | -1 091 | 3 250 | 680 | |
| BR PACA | 1 | 0 | 88 | 1 | 1 | -2 359 | 5 718 | 1 054 | |
| BR RHONE | 1 | 0 | 93 | 1 | 1 | -1 469 | 3 866 | 1 024 | |
| BR SAVOIES | 1 | 1 273 | 90 | 1 | 1 | -1 745 | 2 960 | 646 | 90 |
| CARBAM | 1 | | 100 | 1 | 1 | 1 490 | 2 530 | 357 | |
| CARE SERVICE | 1 | -5 561 | 51 | 250 | 0 | 7 147 | 366 | -2 181 | |

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

| | | | | | | | | | |
|--------------------------------|-------|--------|-----|--------|--------|--------|--------|-------|-------|
| CORSICA SANTE 2A | 1 | -194 | 3 | 0 | 0 | 76 | 336 | 42 | |
| DIABSANTE ALPES | 1 | -154 | 76 | 1 | 1 | 232 | 0 | -114 | |
| DIABSANTE RHONE | 1 | -132 | 76 | 1 | 1 | 248 | 0 | -156 | |
| DISTRIMED | 40 | 2 362 | 70 | 11 073 | 11 073 | -2 193 | 13 326 | 1 066 | |
| DORGE MEDIC SA | 87 | 939 | 100 | 3 811 | 3 811 | 0 | 3 742 | 385 | 0 |
| DYNA MEDICAL | 105 | 51 | 100 | 1 521 | 1 521 | 1 674 | 6 358 | 308 | 0 |
| EVEIL SANTE | | | 100 | 1 | 1 | | | | |
| GENIUM | 10 | -1 008 | 51 | 4 937 | 4 937 | | 3 157 | 368 | |
| HOME RESPI | 30 | 359 | 100 | 3 519 | 3 519 | | 893 | 183 | 0 |
| IBERSALUD (BMI) | 318,9 | -128 | 51 | 439 | 0 | 614 | 28 | -261 | 0 |
| KEYLAB | 60 | 4 706 | 100 | 13 610 | 13 610 | -2 951 | 8 918 | 2 132 | 0 |
| LOIRET SERVICE OXYGENE | 1 | 484 | 70 | 1 | 1 | 1 486 | | | 0 |
| MEDIC-HOME | 10 | 396 | 100 | 1 364 | 1 364 | -458 | 987 | 289 | |
| NEUMOTEC | 8 | 56 | 90 | 350 | 350 | | 1 098 | -14 | 0 |
| QUEST MEDICAL R | 2 | 51 | 100 | 680 | 680 | 158 | 482 | 28 | 30 |
| PROBACE MEDITEC | 9 | -30 | 100 | 2 783 | 2 783 | 1 440 | 3 516 | 417 | |
| SAS BORDO 2 MEDICAL | 220 | -307 | 100 | 1 555 | 1 555 | 15 | 327 | -100 | |
| SANTEM | 1 | 0 | 100 | 1 | 1 | 296 | | | |
| SARL ANISSA PATISSERIE | 1 | -147 | 55 | 1 | 1 | 342 | 680 | 148 | |
| SARL CICADUM | 20 | 312 | 51 | 450 | 450 | 282 | 3 918 | -60 | |
| SARL DOM AIR | 40 | -871 | 80 | 658 | 658 | 5 325 | 7 941 | 11 | |
| SAS AB2M | 15 | 1 157 | 100 | 2 063 | 2 063 | -1 065 | 3 930 | 176 | 315 |
| SAS AIR + SANTE | 40 | 1 182 | 100 | 7 175 | 7 175 | -1 164 | 2 517 | 808 | 750 |
| SAS AIR PUR | 30 | | 4 | 1 | 1 | 0 | | | |
| SAS APNEA MEDICAL | 10 | 1 241 | 100 | 5 500 | 5 500 | -190 | 2 123 | 292 | 380 |
| SAS ASSISTANCE TECHNIQUE SANTE | 31 | 4 916 | 100 | 14 751 | 14 751 | -4 693 | 2 820 | 926 | 638 |
| SAS B2R | 30 | 1 561 | 85 | 81 | 81 | -1 359 | 3 567 | 901 | 281 |
| SAS BASTIDE FRANCHISE | 37 | 1 193 | 100 | 37 | 37 | -700 | 4 091 | 865 | 918 |
| SAS BASTIDE GROUPE | 500 | 918 | 100 | 500 | 500 | 3 395 | 12 865 | 778 | 290 |
| SAS BASTIDE INNOVATION | 10 | -11 | 100 | 10 | 10 | 2 | 0 | -2 | |
| SAS CICA + | 10 | -506 | 100 | 840 | 840 | 215 | 3 539 | -174 | |
| SAS CONFORTIS | 1000 | 5 658 | 100 | 3 584 | 3 584 | -3 679 | 6 544 | 3 010 | 2 716 |
| SAS CORSICA SANTE | 1 | 529 | 63 | 76 | 76 | -156 | 1 707 | 182 | 76 |
| SAS CORSIMED | 1 | 0 | 63 | 1 | 1 | 6 | | | |
| SAS DIABVIE | 1 | -1 073 | 100 | 1 | 1 | 1 344 | 81 | -215 | |
| SAS DYNAVIE | 10 | 50 | 100 | 2 150 | 2 150 | 205 | 1 307 | 203 | |

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

| | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|----|-------|-----|--------|--------|--------|--------|-------|-------|
| SAS ENTEDOM | 50 | 1 134 | 100 | 4 100 | 4 100 | -440 | 2 922 | 184 | 200 |
| SAS EXPRESSPOLY | 1 | -123 | 99 | 5 | 5 | 3 685 | 1 794 | -191 | |
| SAS FBCONSULT | 2 | 28 | 100 | 3 463 | 3 463 | 959 | 1 466 | 168 | 300 |
| SAS HOSPITALISATION A DOMICILE 13 | 60 | 101 | 100 | 2 897 | 2 897 | -978 | 1 062 | 43 | |
| SAS HUMANAIR MEDICAL | 53 | 85 | 100 | 5 000 | 5 000 | 856 | 3 205 | 166 | |
| SAS INTEGRAL SANTE | 1 | -444 | 100 | 1 | 1 | 736 | 69 | -355 | |
| SAS IPAD MEDICAL | 6 | 507 | 100 | 2 187 | 2 187 | 0 | 1 300 | 80 | 75 |
| SAS LA PICOREE | | | 3 | 0 | 0 | 60 | | | |
| SAS LORAIR | 10 | 826 | 100 | 2 347 | 2 347 | -589 | 1 675 | 330 | 330 |
| SAS MAINTIEN A DOMICILE (M.A.D) | 8 | 80 | 100 | 1 566 | 1 566 | -206 | 1 062 | 43 | |
| SAS MAXICARE | 1 | 557 | 70 | 14 017 | 14 017 | -419 | 4 325 | 1 165 | 1 135 |
| SAS MEDICAL PLUS | 1 | 2 288 | 100 | 1 173 | 1 173 | -286 | 3 118 | 948 | 495 |
| SAS MEDSOFT | 14 | -546 | 100 | 3 318 | 3 318 | 1 438 | 6 180 | -163 | |
| SAS NEW MEDICAL CONCEPT - NMC | 50 | 5 337 | 100 | 27 886 | 27 886 | -5 850 | 21 783 | 3 084 | 806 |
| SAS SANTELYNES | 19 | 233 | 100 | 3 003 | 3 003 | -164 | 1 259 | 169 | 170 |
| SAS SB FORMATION | 5 | -211 | 100 | 5 | 5 | 309 | 89 | 4 | |
| SAS SERVICE OXYGENE | 74 | 1 729 | 100 | 3 695 | 3 695 | 1 071 | 4 427 | 1 184 | 650 |
| SAS SERVICE OXYGENE 31 | 38 | 1 362 | 90 | 4 650 | 4 650 | -764 | 1 720 | 411 | 347 |
| SAS SERVICE OXYGENE OUEST | 1 | -70 | 80 | 1 | 1 | 75 | | | |
| SAS SPHERE SANTE | 8 | 5 597 | 100 | 18 097 | 18 097 | -7 014 | 15 528 | 1 580 | 965 |
| SAS TCM PHARMA | 8 | 2 921 | 100 | 17 126 | 17 126 | -2 557 | 1 908 | 442 | 818 |
| SAS ULIMED | 54 | -153 | 94 | 5 696 | 5 696 | 13 333 | 18 312 | 694 | |
| SAS UP TO DATE | 11 | 163 | 100 | 1 064 | 1 064 | 1 186 | 2 008 | -13 | |
| SCI BASTIDE 2 | 2 | 240 | 10 | 0 | 0 | -330 | | | 10 |
| SCI BASTIDE 3 | 2 | 254 | 10 | 133 | 133 | 1 | | | 10 |
| SCI BASTIDE 4 | 2 | 592 | 10 | 0 | 0 | 14 | | | |
| SELENIS SANTE | 1 | 2 | 100 | 1 | 1 | 1 055 | 641 | -8 | |

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES (EN MILLIERS D'EUROS)

| Société | Objet | Charges |
|-------------------------------------|----------------------|---------|
| SCI BASTIDE 1 | Location immobilière | 82 |
| SCI BASTIDE 2 | Location immobilière | 154 |
| SCI BASTIDE 3 | Location immobilière | 118 |
| SCI BASTIDE 4 | Location immobilière | 164 |
| SCI BASTIDE Villabé | Location immobilière | 166 |
| SCI BASTIDE Chaponnay | Location immobilière | 64 |
| SCI BASTIDE Châteauroux | Location immobilière | 64 |
| SCI BASTIDE Dunkerque | Location immobilière | 45 |
| SCI BASTIDE Dol de Bretagne | Location immobilière | 292 |
| SCI BASTIDE Valence | Location immobilière | 21 |
| SCI BASTIDE Soissons | Location immobilière | 26 |
| SCI BASTIDE Mitry-Mory | Location immobilière | 246 |
| SCI BASTIDE Arles | Location immobilière | 60 |
| SCI BASTIDE Rodez | Location immobilière | 94 |
| SCI BASTIDE Pissy-Poville | Location immobilière | 72 |
| SCI BASTIDE Mauguio | Location immobilière | 73 |
| SCI BASTIDE Toulouse | Location immobilière | 54 |
| SCI BASTIDE Garosud | Location immobilière | 97 |
| SCI BASTIDE Fenouillet | Location immobilière | 112 |
| SCI BASTIDE Tours | Location immobilière | 55 |
| SCI BASTIDE Toulouse Harmonie | Location immobilière | 54 |
| SCI BASTIDE Metz | Location immobilière | 73 |
| SCI BASTIDE Saint-Fons | Location immobilière | 74 |
| SCI BASTIDE Caissargues | Location immobilière | 331 |
| SCI BASTIDE Angers | Location immobilière | 72 |
| SCI BASTIDE GARONS | Location immobilière | 331 |
| SCI BASTIDE La Fardèle | Location immobilière | 144 |
| SCI BASTIDE Dijon | Location immobilière | 33 |
| SCI FMF LONS | Location immobilière | 74 |
| SCI BASTIDE ST CONTEST | Location immobilière | 42 |
| SCI BASTIDE LES PORTES DE CAMARGUES | Location immobilière | 978 |
| SCI FPS IFS | Location immobilière | 26 |
| SCI FPS COURNON | Location immobilière | 70 |
| SCI FPS DOLE | Location immobilière | 23 |
| SCI FMF Quetigny | Location immobilière | 49 |
| SCI FMF Cholet | Location immobilière | 55 |
| SAS FDP NIMES | Location immobilière | 67 |
| SCI F&D LIFFRE | Location immobilière | 27 |

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.